

**Avis adopté**

Séance plénière du 11 avril 2023

*Comment favoriser une gestion durable de l'eau (quantité, qualité, partage) en France face aux changements climatiques ?*

**Déclaration du groupe Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale**

La gestion durable de l'eau est une préoccupation majeure et de premier plan pour le secteur agricole, entre autres.

Avec une ressource en eau bien gérée, nous pouvons assurer une production pérenne. C'est tout à fait déterminant pour la souveraineté alimentaire de nos compatriotes et c'est de notre responsabilité à l'égard de pays voisins dont la pénurie en eau est déjà actée.

Notre souveraineté est menacée. En 20 ans, la France est passée du 2ème au 6ème rang des exportateurs mondiaux de produits agricoles. Un fruit sur deux est importé aujourd'hui. Dans la restauration collective, nous importons, en moyenne, plus de 50 % des viandes de bœuf, volaille et porc.

À l'heure du changement climatique, l'agriculture dépend de cette ressource précieuse, majoritairement redistribuée au travers de notre alimentation. Les agriculteurs ont besoin d'une eau disponible en qualité, en quantité et en régularité.

Nous pensons que cet avis nous permettrait d'avancer ensemble sur cette question.

Pour continuer à disposer de la ressource en eau, il faut bien sûr engager une consommation sobre et responsable mais cela ne suffit pas.

On ne peut pas continuer à regarder l'eau tomber et couler jusqu'à la mer sans rien en faire.

Il faut en stocker, une petite partie, grâce à la création de nouvelles retenues, pour l'utiliser lorsqu'elle manque à l'étiage, à l'agriculture, au tourisme.

Il faut engager des actions fortes sur l'ensemble du réseau pour mettre un terme aux fuites trop importantes sur des canalisations vétustes. Il faut aussi savoir regarder du côté des eaux usées traitées qui, dans des limites qui restent encore à affiner, constituent une ressource non négligeable.

Nous aurions souhaité aborder et approfondir, de manière objective, tous ces sujets ainsi que celui de la spécialisation des régions agricoles. Ce n'est pas en demandant une réduction drastique des cheptels qu'on règlera les sujets environnementaux et sa cohorte d'emplois. Nous appelons au développement durable.

Nous regrettons que les modalités d'élaboration de ce texte ne nous aient pas accordé le temps nécessaire pour exposer, de manière apaisée et objective les termes du débat.

L'eau est l'affaire de tous. Elle mérite le respect de tous.

**Avec regret, le groupe de l'agriculture a voté contre ce texte.**